

La désaffection citoyenne face au simulacre électoral guinéen : Quand le peuple préfère la CAN à la mascarade du pouvoir

Par Mamadou Ismaïla KONATÉ

Avocat à la Cour, Barreaux du Mali et de Paris, Arbitre, Ancien Garde des Sceaux, Ministre de la Justice

Tribune

L'abstention massive qui a caractérisé le récent scrutin guinéen constitue, au-delà des chiffres officiels que le régime s'évertuera à trafiquer, un **désaveu cinglant** infligé par le peuple à celui qui prétend incarner son destin. Ce rejet silencieux mais éloquent révèle une vérité que tous les millions de dollars investis dans la mobilisation, que toutes les prestations de **Koffi Olomidé, Toofan, Oumou Sangaré, Soumaïla Kanouté, Habib Fatako** et autres vedettes musicales mobilisées, que toutes les gesticulations ministérielles ne sauraient occulter : **la légitimité ne se décrète pas, elle se conquiert dans les cœurs et les consciences**. Comme le dit avec justesse le proverbe peul de Guinée : « *N'jaama waawi yettude, kono yettaaki waawaa* » – « Le chef peut commander, mais il ne peut forcer l'obéissance du cœur. »

L'imposture d'une mobilisation achetée

Combien de millions de dollars ont-ils été déversés dans cette entreprise de façade démocratique ? Des sommes colossales arrachées aux maigres ressources d'un État exsangue, détournées de leur vocation première – servir le peuple – pour être bradées dans une opération de communication grotesque destinée à maquiller l'évidence : **ce candidat qui ne devrait pas l'être s'impose par la force des baïonnettes et le parjure élevé au rang de méthode de gouvernance**.

La mobilisation de vedettes musicales internationales – de **Koffi Olomidé** (icône de la musique congolaise qui a fait danser Mamadi Doumbouya lors de la clôture de campagne à Conakry avec sa chanson « Votons Doumbouya »), au groupe togolais **Toofan** (auteur de l'hymne de campagne « GMD Presi »), en passant par la diva malienne **Oumou Sangaré**, l'artiste malien **Soumaïla Kanouté**, l'artiste guinéen **Habib Fatako** (dont le concert gratuit fut offert par le président Doumbouya), sans oublier les créations musicales locales comme celle de Fatô Diamatigui (« Président Mamadi Doumbouya ») et tant d'autres artistes guinéens et africains transformés en faire-valoir d'une mascarade –, les distributions clientélistes, les pressions administratives, les menaces voilées : tout l'arsenal de la manipulation a été déployé. Et pourtant, le peuple guinéen, dans sa sagesse millénaire, a opposé à ce théâtre d'ombres la plus redoutable des réponses : **l'indifférence souveraine**. Comme le dit le proverbe bambara : « *Le tam-tam peut battre toute la nuit, mais si les danseurs ne viennent pas, c'est le silence qui parle.* »

Cette situation guinéenne rappelle étrangement le **référendum constitutionnel de 2020** qui devait légitimer la modification de la Constitution permettant un troisième mandat présidentiel. Déjà à l'époque, malgré les campagnes massives, malgré les

pressions sur les fonctionnaires sommés de faire acte de présence dans les bureaux de vote, malgré la distribution d'enveloppes dans les quartiers, la participation réelle avait été squelettique. Les images diffusées par le pouvoir montraient des foules compactes dans quelques centres soigneusement sélectionnés, tandis que des centaines d'autres bureaux demeuraient désespérément vides.

L'importation à prix d'or de ces célébrités musicales – dont **les cachets auraient pu financer la construction d'une maternité ou l'équipement de plusieurs écoles** – témoigne du degré de désespoir d'un régime qui croit pouvoir acheter l'adhésion populaire à coups de décibels et de déhanchements. Quelle tristesse de voir ces artistes, dont certains avaient autrefois chanté la lutte pour la liberté et la dignité, se transformer en griots mercenaires d'une dictature en quête de légitimité !

Quand le football surpasse la farce électorale

Qu'il soit significatif que les Guinéens aient massivement préféré suivre **la Coupe d'Afrique des Nations** plutôt que de participer à cette parodie de consultation populaire ! Ce choix n'est nullement anodin : il traduit une hiérarchisation spontanée des priorités où l'authentique – la passion collective pour le sport – l'emporte sur l'artificiel – la mise en scène électorale vidée de toute substance démocratique.

Le football offre ce que le scrutin confisqué ne peut plus donner : **l'imprévisibilité du résultat, l'égalité des chances au coup d'envoi, le respect des règles du jeu, la célébration du mérite**. Autant de valeurs bafouées dans un processus électoral dont l'issue était écrite d'avance, gravée dans le marbre des arrangements autoritaires bien avant que le premier bulletin ne soit glissé dans l'urne.

Dans les centres de vote désertés, dans ces espaces censés vibrer de l'effervescence démocratique mais abandonnés à leur désolante vacuité, se lit en creux le verdict populaire : **ce scrutin ne mérite pas même l'effort du déplacement**. À Conakry, dans les quartiers populaires de Matam, de Hamdallaye, de Cosa, le constat fut partout identique : quelques assesseurs désœuvrés, des agents de sécurité somnolents, et ce vide éloquent qui criait plus fort que tous les discours. Les rares votants étaient principalement des fonctionnaires contraints, identifiables à leur malaise palpable, à leur empressement à quitter les lieux sitôt le bulletin déposé.

L'obscénité de l'ambiance contre l'exigence du travail

Quelle image désolante que celle de ces ministres transformés en animateurs de soirées dansantes, sacrifiant la dignité de leurs fonctions sur l'autel du divertissement politique ! Pendant que le pays suffoque sous le poids de ses défis – **économie moribonde, services publics déliquescents, justice instrumentalisée, libertés confisquées** – ses dirigeants s'adonnent à des chorégraphies grotesques, substituant l'agitation festive à l'action gouvernementale, le paraître au faire, le clinquant au substantiel.

Cette inversion des priorités n'est pas fortuite : elle procède d'une stratégie délibérée d'infantilisation du débat politique, de réduction de la chose publique à un spectacle de variétés où les enjeux essentiels se dissolvent dans la futilité organisée. Le philosophe Guy Debord avait prophétisé cette dérive dans *La Société du Spectacle* : « Dans le monde réellement renversé, le vrai est un moment du faux. »

Les images de membres du gouvernement guinéen s'égosillant sur des estrades aux côtés de Koffi Olomidé, reproduisant maladroitement ses pas de danse, ont fait le tour des réseaux sociaux, suscitant tantôt l'hilarité, tantôt l'indignation. Pendant ce temps, **les hôpitaux manquent de médicaments essentiels, les écoles publiques fonctionnent sans manuels scolaires, les routes se dégradent faute d'entretien, et les coupures d'électricité plongent des quartiers entiers dans l'obscurité pendant des journées entières.** Cette dissonance criante entre la gabegie festive et la détresse quotidienne du peuple creuse chaque jour davantage le fossé entre gouvernants et gouvernés.

La taille, l'argent et les armes : triptyque de l'imposture

Celui qui prétend diriger la Guinée ne tire sa position ni du suffrage populaire authentique, ni de l'adhésion volontaire des citoyens, mais d'un **triptyque révélateur de la nature de son pouvoir** :

La force des armes, d'abord, qui impose le silence aux voix dissidentes, qui brise les velléités de contestation, qui transforme la République en caserne où l'ordre du jour remplace l'État de droit. L'exemple du **massacre du 28 septembre 2009 au stade de Conakry** demeure gravé dans les mémoires : plus de 150 civils tués, des centaines de femmes violées, des milliers de blessés – parce qu'ils avaient osé manifester pacifiquement contre le pouvoir militaire. Cette plaie béante dans la conscience nationale rappelle à chacun le prix du sang que peut exiger la contestation.

La puissance de l'argent, ensuite, déversé sans compter pour acheter les consciences, corrompre les médiateurs, financer les simulacres – cet argent dont chaque franc aurait dû servir à construire une école, un dispensaire, une route, mais qui s'évapore dans la fumée des artifices électoraux. Les rapports d'organisations comme Transparency International situent régulièrement la Guinée parmi les pays les plus corrompus au monde. Les contrats miniers bradés, les commissions occultes sur les marchés publics, les détournements systématiques des fonds destinés au développement – tout cet argent qui aurait pu transformer le visage du pays se retrouve dans les poches d'une oligarchie prédatrice et dans le financement de ces carnivals électoraux.

L'outrance de la mise en scène, enfin, cette somptuosité ostentatoire, ces déploiements fastueux qui cherchent à compenser par l'emphase ce qui manque cruellement en légitimité. Comme si la grandiloquence pouvait tenir lieu de grandeur, comme si le tape-à-l'œil pouvait masquer le vide abyssal. Les cortèges présidentiels qui paralysent la circulation pendant des heures, les inaugurations pompeuses de projets fantômes, les cérémonies d'apparat où l'on dépense en une soirée ce qui pourrait nourrir un village pendant un an – autant de manifestations de cette « politique du ventre » que Jean-François Bayart a magistralement décrite dans son analyse des États africains postcoloniaux.

La vérité des centres déserts contre le mensonge des chiffres officiels

Les témoignages affluent de toute part et convergent : **les centres de vote ressemblaient davantage à des salles d'attente abandonnées qu'à des lieux d'effervescence démocratique.** Cette réalité observable, palpable, indéniable, sera pourtant niée par les chiffres officiels que le pouvoir fabriquera dans les arrières-cuisines de ses ministères.

Qu'importe ! Les Guinéens savent. Les observateurs indépendants savent. L'Histoire saura. Les taux de participation fantaisistes que le régime brandira ne convaincront que ceux qui ont intérêt à être convaincus. Pour les autres, pour ceux qui ont des yeux pour voir et un esprit pour comprendre, l'évidence s'impose : **ce scrutin fut un échec retentissant, un naufrage de la légitimité maquillé en triomphe.**

L'expérience du référendum constitutionnel de mars 2020 demeure instructive à cet égard. Le pouvoir avait annoncé un taux de participation de 61% avec 91,59% de « oui ». Or, tous les observateurs indépendants, toutes les missions diplomatiques, tous les journalistes qui avaient sillonné le pays attestaient d'une participation dérisoire, probablement inférieure à 20%. Les ambassades occidentales avaient discrètement fait savoir qu'elles ne reconnaissaient pas ces chiffres. Mais qu'importe la vérité quand on contrôle la Commission électorale et les médias d'État ?

Cette falsification systématique des résultats engendre des conséquences désastreuses. Elle nourrit **le cynisme généralisé envers toute forme d'expression démocratique**, elle conforte la conviction que les jeux sont faits d'avance, elle dissuade les citoyens honnêtes de s'engager dans la vie publique. Pourquoi se mobiliser, pourquoi militer, pourquoi espérer, si les dés sont pipés ? Cette démobilisation civique constitue précisément l'objectif recherché par les régimes autoritaires : un peuple désabusé, fataliste, résigné, qui renonce à exercer sa souveraineté.

L'abstention comme acte de résistance civique

Dans un contexte où toutes les institutions sont verrouillées, où les espaces de contestation légale sont fermés, où la répression guette quiconque ose élever la voix, **l'abstention massive devient paradoxalement l'ultime refuge de la citoyenneté.** En refusant de cautionner par leur présence une mascarade dont l'issue était jouée d'avance, les Guinéens ont exercé la seule forme de protestation qui leur restait accessible.

Cette désertion des urnes constitue un vote négatif d'une puissance inégalée : elle retire au pouvoir le vernis démocratique dont il a désespérément besoin pour se légitimer sur la scène internationale. Elle dénude l'impoture, elle révèle la fragilité d'un édifice qui ne tient que par la contrainte et l'illusion. Comme le dit avec sagesse le proverbe soussou de Guinée : « *Konon te muxu yi, hí yi muxun ma fere* » – « Si le chef n'a pas de peuple derrière lui, sa démarche ressemble à celle d'un fou. »

Comme l'écrivait Albert Camus : « L'homme révolté est l'homme situé avant ou après le sacré, et appliqué à revendiquer un ordre humain où toutes les réponses soient humaines, c'est-à-dire raisonnablement formulées. » **L'abstention guinéenne est cette révolte tranquille mais inébranlable contre le sacrilège d'une démocratie profanée.**

L'Histoire récente de l'Afrique offre d'autres exemples de cette résistance par l'abstention. Au Gabon, lors des élections de 2016 qui reconduisirent Ali Bongo dans des conditions contestées, la participation dans les bastions de l'opposition s'était effondrée, créant un tel écart avec les chiffres officiels que même la Cour constitutionnelle, pourtant acquise au pouvoir, peinait à justifier l'incohérence. Au Togo, les multiples scrutins organisés par le régime Gnassingbé se heurtent systématiquement à une désaffection massive des électeurs dans les régions hostiles

au pouvoir, obligeant le régime à des manipulations statistiques de plus en plus grossières.

Les conséquences en cascade d'une légitimité factice

Cette crise de légitimité qui frappe le pouvoir guinéen ne reste pas sans conséquences concrètes et multiformes. **Sur le plan diplomatique**, elle fragilise considérablement la position du pays sur la scène internationale. Les bailleurs de fonds, les institutions financières internationales, les partenaires stratégiques – tous observent avec préoccupation cette déliquescence démocratique. Le FMI et la Banque mondiale conditionnent de plus en plus leurs décaissements à des réformes de gouvernance qui tardent à venir. L'Union africaine elle-même, pourtant peu portée sur l'interventionnisme démocratique, manifeste des réticences croissantes face à ces dérives autoritaires.

Sur le plan économique, l'absence de légitimité politique dissuade les investisseurs sérieux. Certes, les prédateurs du secteur extractif, habitués à traiter avec des régimes corrompus, continueront d'exploiter les richesses minérales du pays. Mais les investissements productifs, ceux qui créent de l'emploi durable, qui transfèrent des technologies, qui développent des infrastructures pérennes – ceux-là exigent un minimum de stabilité politique et de prévisibilité institutionnelle. Or, comment croire en la stabilité d'un régime qui ne tient que par la force et dont la population se détourne massivement ?

Sur le plan social, les conséquences sont plus dramatiques encore. La jeunesse guinéenne, confrontée à ce spectacle de manipulation permanente, perd toute foi dans les institutions. Les plus diplômés s'exilent, emportant avec eux le capital humain dont le pays a désespérément besoin. Ceux qui restent oscillent entre résignation apathique et radicalisation dangereuse. Les réseaux sociaux bruissent de commentaires désabusés, de sarcasmes amers, parfois d'appels à la violence. Cette bombe sociale à retardement peut exploser à tout moment, comme l'ont montré les soulèvements qui ont secoué le Burkina Faso, le Mali, le Soudan.

Sur le plan sécuritaire enfin, un pouvoir illégitime est structurellement fragile. Il doit compenser son déficit de légitimité par un surcroît de répression, créant un cercle vicieux où chaque tour de vis autoritaire érode davantage le consentement populaire, nécessitant à son tour un renforcement des moyens coercitifs. Cette militarisation rampante de la vie politique transforme les forces de sécurité en milices au service d'un clan, détruit la cohésion nationale, et prépare le terrain aux coups d'État et aux guerres civiles dont l'Afrique de l'Ouest a tant souffert.

Les précédents historiques et leurs enseignements

L'histoire africaine est jalonnée d'exemples de régimes qui ont cru pouvoir indéfiniment gouverner sans légitimité populaire. **Mobutu au Zaïre** organisa pendant trois décennies des élections truquées où il remportait invariablement plus de 99% des suffrages. Sa chute, quand elle survint, fut aussi brutale qu'humiliante : chassé comme un vulgaire malfaiteur, obligé de fuir de pays en pays avant de mourir en exil dans le dénuement. **Blaise Compaoré au Burkina Faso** s'était si bien installé dans le pouvoir qu'il modifia la Constitution pour s'y maintenir. Il suffit de quelques jours de mobilisation populaire en octobre 2014 pour que cet édifice s'effondre, le contraignant à une fuite précipitée vers la Côte d'Ivoire.

Plus proche dans le temps et l'espace, **Yahya Jammeh en Gambie** avait fini par se croire invincible après vingt-deux ans de pouvoir autocratique. Lorsqu'il perdit l'élection de 2016, il refusa d'abord de reconnaître le verdict des urnes, menaçant de plonger son pays dans le chaos. Ce n'est que sous la pression de la CEDEAO, qui mobilisa des troupes aux frontières, qu'il accepta finalement de partir. Tous ces dictateurs avaient en commun d'avoir régné par la force, d'avoir truqué les élections, d'avoir accumulé des fortunes colossales pendant que leurs peuples croupissaient dans la misère. Tous ont fini par tomber, emportés par la même dynamique : **un pouvoir sans légitimité est condamné à s'effondrer, la seule question est de savoir quand et comment.**

La Guinée elle-même a connu cette trajectoire avec **Sékou Touré**, dont le régime révolutionnaire avait progressivement dégénéré en dictature paranoïaque. Les élections à candidat unique où il obtenait mécaniquement 99,98% des voix ne trompaient personne. À sa mort en 1984, aucune foule ne pleura, aucun monument ne fut érigé. Le peuple accueillit avec soulagement la fin d'un cauchemar qui avait duré vingt-six ans. **Lansana Conté**, qui lui succéda après un coup d'État militaire, reproduisit progressivement les mêmes travers : élections truquées, enrichissement personnel, déliquescence des institutions. Sa mort en 2008 laissa un pays exsangue et profondément divisé.

Le roi est nu

Au terme de cette coûteuse mise en scène, après le déploiement des millions, après les concerts, après les danses ministérielles, après toute cette agitation frénétique, une vérité s'impose avec la force de l'évidence : **le roi est nu**. La participation dérisoire, malgré tous les artifices déployés pour la masquer, atteste que le lien entre le pouvoir et le peuple est rompu, que le contrat social est déchiré, que la légitimité s'est évaporée.

Les dirigeants guinéens peuvent se cramponner aux apparences du pouvoir, s'entourer de toutes les dorures, multiplier les parades et les protocoles. Ils ne parviendront pas à combler le gouffre béant qui les sépare d'un peuple qui leur a tourné le dos, préférant en toute lucidité la vérité du football au mensonge des urnes, la dignité de l'abstention à la compromission de la participation.

L'Histoire retiendra que lorsqu'on voulut faire plébisciter par le peuple guinéen celui qui s'impose par la force, ce peuple répondit par **le silence assourdissant de son absence**. Et dans ce silence résonne déjà, pour qui sait l'entendre, le glas d'une légitimité factice qui ne survivra pas à l'épreuve du temps.

Les millions de dollars engloutis dans cette mascarade auraient pu électrifier des villages, construire des dispensaires, paver des routes, équiper des écoles. Ils ont été gaspillés dans une entreprise stérile qui n'a produit qu'une certitude supplémentaire : **un pouvoir qui ne repose que sur la contrainte et le mensonge porte en lui les germes de sa propre destruction**. La question n'est plus de savoir si ce régime tombera, mais quand et à quel prix pour le peuple guinéen.

En attendant cette échéance inéluctable, le peuple continue de survivre, de résister silencieusement, de préserver sa dignité dans l'adversité. Il sait, avec cette sagesse ancestrale qui traverse les générations, que les tyrans passent mais que la nation

demeure, que les imposteurs finissent par être démasqués, que la vérité, aussi longtemps qu'on la piétine, finit toujours par refleurir.

Car, pour paraphraser La Fontaine : « *Toute imposture se dissipe devant la lumière ; le mensonge peut régner un temps, mais la vérité finit toujours par reprendre ses droits.* »